

La FSU et la CGT s'insurgent contre les propos de JM Blanquer sur les...

2-3 minutes

"Nous n'avons pas de problèmes avec les valeurs de la République, le ministre en a-t-il avec les fonctionnaires ?", demande la [FSU](#) le 20 octobre 2021. La veille, Jean-Michel Blanquer déclarait que "si quelqu'un a des problèmes avec les valeurs de la République, cela est possible d'un point de vue démocratique, mais ça ne l'est pas quand on est fonctionnaire. Dans ce cas, on a le droit de faire un autre métier" ([lire sur AEF](#)). Des propos "pas recevables" et "indignes de sa fonction", proteste la FSU, qui accuse le ministre de faire de la laïcité "un outil de division plutôt que de concorde".

La FSU "exige que Jean-Michel Blanquer revienne publiquement sur ses propos insultants" et interroge : "Payer les [AESH](#) en dessous du seuil de pauvreté", "affaiblir le service public en supprimant des milliers de postes", "saccager la formation" : "est-ce digne des valeurs de la République ?"

La CGT Educ'action juge "inacceptable" la déclaration du [MEN](#). Le syndicat condamne "fermement les menaces à peine voilées du ministre" et souligne que "la République ne se réduit pas à sa vision idéologique et réactionnaire". Elle considère en outre que le ministre "n'est pas irréprochable sur la question de la laïcité puisqu'il continue de favoriser l'enseignement privé catholique (budget, intégration dans l'éducation prioritaire...)".

SUD éducation demande que le ministre "revienne immédiatement sur ses propos et s'excuse auprès des personnels de ses propos inacceptables". Le syndicat estime que le ministre "diffame les personnels de l'Éducation, en disant qu'une partie de ceux-ci ne respectent pas les valeurs de la République". D'autre part, le ministre "menace les personnels en sous-entendant que certains devraient 'sortir du métier', et qu'il pourrait y avoir des mesures sur le plan de la gestion de la carrière des personnes", écrit SUD.